

Comité de liaison des Géomètres Européens (CLGE) et Publicly Appointed and Regulated Liberal Surveyors (PARLS) (ex Geometer Europas)

Autor(en): **Barbieri, Maurice / Ackermann, Hans-Urs**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 4

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-871623>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Comité de liaison des Géomètres Européens (CLGE) et Publicly Appointed and Regulated Liberal Surveyors (PARLS), (ex Geometer Europas)



CLGE (Comité de liaison des Géomètres Européens)

Fondée en 1972
Internet: www.clge.eu
Membres: 33 pays européens
Représentant de la Suisse: Maurice Barbieri,
Président IGS

Les deux associations ont fusionné lors de leurs assemblées générales à Varna (Bulgarie) les 24 et 25 septembre de cette année. Geometer Europas est désormais un groupe d'intérêt de CLGE et sa nouvelle dénomination est PARLS (Publicly Appointed and Regulated Liberal Surveyors). La présidence du groupe d'intérêt est assurée par la Suisse. Cette configuration est analogue à celle que connaît la Suisse avec geosuisse et l'IGS.

Le CLGE (Comité de liaison des Géomètres Européens) a été créé en 1972 par neuf États membres lors d'un congrès de la FIG à Wiesbaden. Son objectif de l'époque était d'implémenter le traité de Rome dans le cadre de la profession de géomètre.

Le CLGE rassemble actuellement des géomètres, topographe, géomaticiens, cartographes de 33 états membres. La présidence est assurée par M. Jean-Yves Pirlot (Belgique). Les objectifs actuels du CLGE sont:

- représenter un forum permanent pour les géomètres actifs en Europe;
- se profiler comme plateforme pour la coopération et le partenariat professionnel en Europe;
- échanger des connaissances et de l'expérience entre des professionnels des différents pays;
- mise à disposition d'une plateforme de consultation et de conseil pour les associations nationales et l'Union Européenne;
- maintien et augmentation des standards de qualification des services dans les pays membres;

- représentation de la profession auprès des Autorités Européennes et des pays;
- participation à d'autres associations représentatives en Europe et dans le monde.

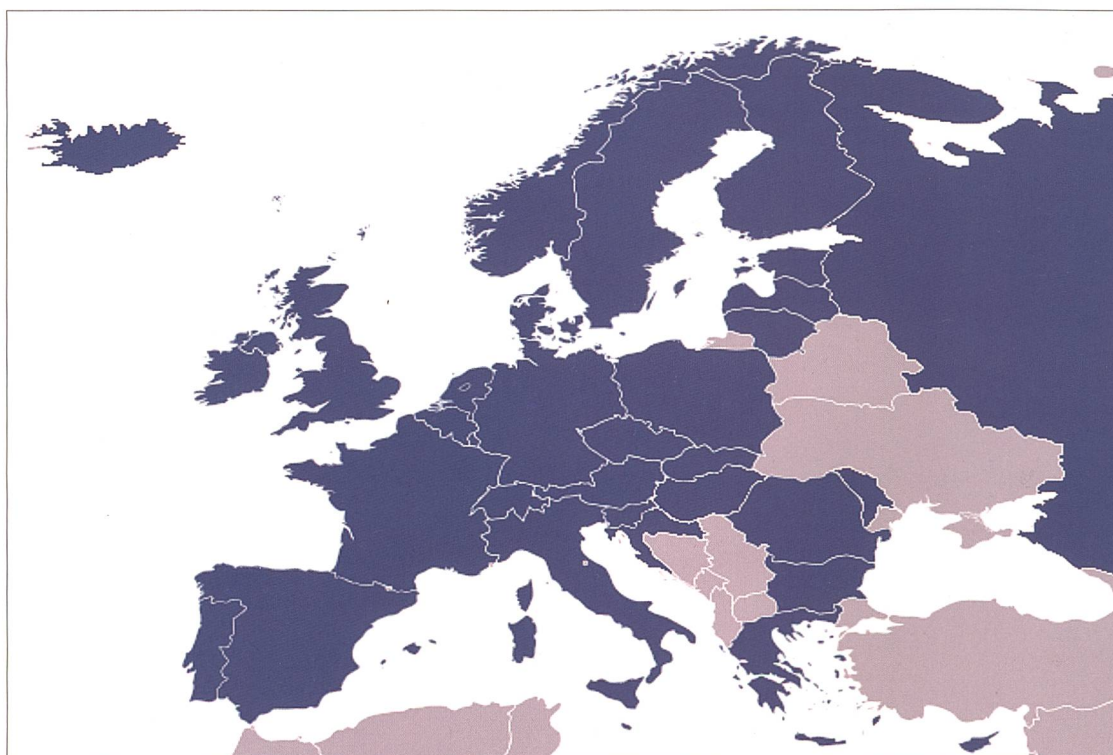
Geometer Europas

Geometer Europas est une association représentant les intérêts des géomètres dans les pays attribuant des tâches d'officier public à des géomètres privés. Cette association a vu le jour en 1995 sur l'initiative de 4 pays (Allemagne, Autriche, France et Suisse). Elle compte actuellement 8 membres (les membres fondateurs plus la Belgique, le Danemark, le Luxembourg, la Bulgarie) et prochainement la Croatie.

Ses principaux objectifs sont de défendre et de faire connaître les intérêts des géomètres privés assurant une tâche d'officiers publics. Elle s'est fait connaître notamment par la création d'un «Accord Multilatéral», avec pour résultat que les pays signataires, représentés par leurs associations professionnelles, peuvent mettre en avant une reconnaissance mutuelle des conditions d'exercice de la profession et dont les principaux éléments sont:

- la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles initiales (niveau master) pour la profession du géomètre européen;
- la définition des qualifications complémentaires, en particulier un stage obligatoire et un examen d'Etat;

Les pays membres du CLGE



UN-ECE Working party on land administration (WPLA): le groupe de travail de l'administration des biens fonciers

- la création d'une instance centrale d'organisation et de coordination en lien avec l'organisation faitière européenne Geometer Europas.

Cet accord a actuellement été signé par 13 pays.

Bilan

Il est évident que pour la Suisse le CLGE est un endroit où elle a beaucoup à apporter et moins à recevoir. En effet, notre expérience du fédéralisme nous a souvent donné la possibilité de concilier des voies divergentes entre les différents membres du CLGE. Le système suisse du géomètre «officier public» ainsi que la formation Bac+5 suivi de 2 ans de pratique ont été retenus par le CLGE comme modèle à suivre, ce qui par conséquent fait que là aussi nous avons plus à apporter qu'à recevoir.

Enfin, le fait que nous ne soyons pas membre de l'UE nous distancie parfois de certains problèmes qui ont une acuité plus importante pour les pays membres de cette UE. Nous sommes toutefois persuadés que la collaboration au niveau européen est une bonne chose et que la Suisse et notre profession en général va pouvoir en profiter à moyen terme.

Maurice Barbieri
Géodétec SA, Fribourg
Präsident IGS, Chairman IG PARLS
maurice.barbieri@igs-ch.ch

Hans-Urs Ackermann
Ackermann + Wernli, Aarau
Ancien président IGS, représentant de la Suisse à Geometer Europas pendant de nombreuses années
hans-urs.ackermann@igs-ch.ch

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UN-ECE ou ONU/CEE en français) a été fondée en 1947 par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC¹) dans le but principal de promouvoir l'intégration économique paneuropéenne. L'UN-ECE compte 56 Etats membres, en Europe et en Amérique du Nord.

L'UN-ECE a été l'une des premières organisations internationales à s'occuper réellement et de manière exhaustive du thème de l'administration foncière. Elle a mis en place une instance appelée «Meeting of Officials on Land Administration, MOLA» en 1996, rebaptisée en 1999 «Working Party on Land Administration, WPLA» pour suivre les règles terminologiques propres à l'ONU. L'objectif du WPLA est de promouvoir l'administration foncière, autrement dit la documentation et la gestion de la propriété foncière afin d'en garantir la sécurité, ainsi que favoriser l'instauration de marchés fonciers dans les pays de l'ex-bloc communiste et la modernisation des systèmes de registres fonciers dans les pays développés.

Le WPLA regroupe un réseau de professionnels répartis sur l'ensemble de la zone couverte par la Commission économique (l'Europe et l'Amérique du Nord). Il organise un ou deux ateliers (Workshops) par an consacrés à des thèmes d'actualité dans les différents Etats membres. Il a élaboré des directives et des documents d'orientation stratégique et il conduit régulièrement des évaluations indépendantes de systèmes nationaux d'enregistrement de biens fonciers. Ces activités ont surtout été déployées en réponse à la forte demande émanant des Etats membres de la Commission. Peu de temps après sa création, le WPLA a publié un document intitulé «Guidelines on Land Administration», salué de toutes parts. Son influence sur les développements intervenus dans ce domaine au niveau international s'est fait ressentir des années durant.

Daniel Steudler
Direction fédérale des mensurations cadastrales
swisstopo, Wabern
daniel.steudler@swisstopo.ch



WPLA (Working Party on Land Administration)

Fondé en 1996
Internet: www.unecce.org/hlm/wpla
Membres: 56 Etats
Secrétariat permanent à Genève, sous la responsabilité d'UN-ECE.
Activités coordonnées par un comité directeur composé de 11 membres.
Représentants de la Suisse: Marc Nicodet et Daniel Steudler (D+M)

¹ «Economic and social council» des Nations Unies